



Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Commune de Celle L'Evescault

Séance du 14 novembre 2014

Nombre de membres :

- du Conseil Municipal : 15
- en exercice: 15
- qui ont pris part à la délibération : 13

Date de convocation : 7 Novembre 2014

Date d'affichage : 7 Novembre 2014

Présents : Monsieur BOUFFARD Patrick, Mesdames TEXEREAU Catherine, DELAVEAU Véronique, Messieurs DUPONT Didier, PEGUIN Francis, HENRY Jean-Michel, PELLETIER Philippe Mmes COUTURIER-LANSMANN Brigitte, POINOT Hyacinthe, DIEUMEGARD Laurence, COIFFARD Corinne, Monsieur VALLEE Claude

Absents excusés : Messieurs RINAUD Philippe, AUCHER Jean-Marie, Madame ARNAUD Stéphanie

Secrétaire de séance : Madame POINOT Hyacinthe

Pouvoir de Monsieur Philippe RINAUD à Monsieur Jean-Michel HENRY

Le vendredi 14 novembre deux mil quatorze, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Patrick BOUFFARD, Maire

Délibération n°2014/79

Objet de la délibération : *Prescription de la Révision Générale du Plan Local d'Urbanisme et modalités de concertation*

M le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Code de l'Urbanisme a profondément été renouvelé suite à l'entrée en vigueur :

- de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n°2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),
- de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),
- de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE)
- de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 6 Octobre 2006 devra être engagé dans une démarche de révision générale afin de prendre en considération les directives et les grandes orientations de la Loi Grenelle II.

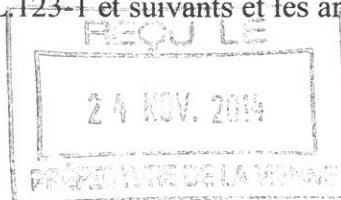
M le Maire propose ainsi au Conseil Municipal, de se prononcer sur le lancement de cette procédure sur le territoire de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R. 123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,



Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ;

- 1** - décide de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme;
- 2** - de lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme. Cette concertation revêtira les formes suivantes:
 - affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires;
 - articles dans le bulletin municipal;
 - information sur le site internet de la commune : www.cc-paysmelusin.fr Rubrique Celle-L'Evescault
 - réunions avec les associations;
 - réunions publiques avec la population au nombre de deux;
 - affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie;
 - un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture;

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

- 2a-** demande à Monsieur le Maire de solliciter auprès de M. le Préfet l'association des services de l'État, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme;
- 2b** - demande, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision générale du PLU ;
- 3a** - décide d'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études ;
- 3b** - autorise Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure ;
- 4** - autorise Monsieur le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1^{er} du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires ;
- 5** - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré (article 202 opération 48) en section investissement ;

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du Code de l'Urbanisme :

- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;

- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou
- au Président de la Communauté de Communes du Pays Mélusin
- au Centre Régional de la Propriété Forestière
- aux Maires des Communes limitrophes

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département

Fait à Celle L'Evescault
Les jours, mois et an que dessus
Pour extrait certifié conforme
au registre suivant les signatures
Patrick BOUFFARD
Maire de Celle L'Evescault

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture le 25 NOV. 2014
et publication du 25 NOV. 2014



